

ASSEMBLÉE NATIONALE

14 novembre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1396)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 53

présenté par

Mme Obono, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon,
Mme Ressiguiier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 3

Après l'alinéa 11, insérer les deux alinéas suivants :

« La certification mentionnée au premier alinéa est obligatoire pour pouvoir exercer dans le ressort de chaque Cour d'appel, et est octroyée pour chaque Cour d'appel par une commission consultative instituée dans ce même ressort, composée de praticiens et usagers, à savoir notamment des magistrats, des personnels du greffe, des officiers publics et ministériels et justiciables. Cette commission doit notamment prendre en compte la qualité et l'impartialité du service qui serait procuré par ces organismes eu égard à l'accès au droit des justiciables. Ce dispositif est mis en œuvre dans les conditions prévues à l'alinéa ci-dessous.

« Conformément à l'article 37-1 de la Constitution et pour une durée maximale de trois ans, le ministre de la Justice peut expérimenter, dans les départements et régions volontaires, pour un maximum de deux régions et de six départements, la mise en place des dispositions du précédent alinéa. Ces expérimentations donnent lieu à un rapport permettant d'apprécier l'urgence et l'opportunité de généraliser un tel avis d'une commission composée de praticiens pour garantir une « non-uberisation » du conseil juridique et la garantie d'un service permettant réellement l'accès au droit et à la justice. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement d'appel et d'expérimentation, nous proposons que la certification des services en lignes proposés pour les MARL (modes alternatifs de règlement des litiges) soit aussi assurée par une commission composée de praticiens et usagers, par l'intermédiaire d'une expérimentation. Seraient ainsi créées des commissions de certifications dans les ressorts des Cours d'Appel concernées, et les services en ligne ne pourraient y exercer qu'après l'avoir obtenue.

Cette expérimentation impliquerait que ce ne soit pas uniquement des experts techniques qui autorisent une certification, mais qu'au contraire y soient directement associés les usagers (directement ou par des représentants) ainsi que les praticiens (professions du droit, notamment magistrats, greffe, mais aussi bien évidemment professions réglementées et officiers ministériels comme les avocats).

Ceci permettrait d'éviter que des services de fait dégradés ou quasi-intégralement automatisés soient fournis aux justiciables, et de garantir une non uberisation du travail des officiers publics et ministériels concernés (en particulier la fonction d'avocat).